

# Accès aux services essentiels en milieu urbain dans les pays en développement

*Séminaire mensuel 2005*

Le séminaire « *Accès aux services essentiels en milieu urbain dans les pays en développement* » est organisé par l'Iddri avec le concours scientifique du Cerna (Ecole des Mines). Il associe membres de la communauté scientifique et acteurs concernés (représentants des ministères, d'agences de développement, d'entreprises, d'ONG) autour d'une réflexion sur les conditions de développement de la fourniture de services essentiels dans les pays en développement.

## **La problématique**

Ces dernières années, la communauté internationale a reconnu l'importance que constitue l'accès aux services essentiels pour le développement économique et social des populations. Avec la Déclaration du Millénaire (2000) et le plan d'application du Sommet mondial du développement durable de Johannesburg (2002), les chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés à favoriser l'accès aux services reconnus comme priorités de développement – accès à l'eau et à l'assainissement, à l'énergie, à l'éducation et à la santé –, une somme d'engagements majeurs pour lutter contre la pauvreté.

Le débat actuel porte principalement sur les niveaux d'investissements requis pour atteindre ces objectifs, les moyens de financement et les difficultés de contractualisation dans des contextes socio-économiques et politiques incertains. Il semble cependant utile de revenir sur l'analyse des dynamiques de développement des services essentiels dans des contextes technologiques, sociaux et institutionnels donnés, sur les voies d'intégration et de systématisation de mesures innovantes ou de systèmes institutionnels déjà mis en œuvre dans les pays en développement, et les mécanismes de solvabilité et de transfert nécessaires à la pérennisation et à l'extension des systèmes.

## **Les objectifs**

Ce séminaire a pour objectif de faire le point sur les conditions (technologiques, socio-économiques, financières) de développement de la fourniture de services essentiels dans les pays en développement et émergents et sur les dynamiques en cours : évolution démographique, périurbanisation, transition d'un modèle public centralisé à un modèle multicentré et multimodal.

Nous nous appuierons sur les évolutions passées et présentes de l'accès aux services essentiels dans les pays développés et dans les pays en développement, qui constituent les dynamiques de fond (économique et politique) de la fourniture des services essentiels. Plusieurs aspects seront examinés : la nature (type d'usage) et la dynamique de la demande ; les modes d'approvisionnement et d'organisation du service et l'impact sur les acteurs économiques locaux ; les modalités de partage des coûts et les mécanismes de solidarité. La réflexion portera principalement sur les zones urbaines. Dans un premier temps, nous aborderons l'accès à l'eau et à l'électricité ; le champ

d'analyse s'étendra ensuite aux transports, à la périurbanisation et à la socio-économie des services publics dans les pays en développement.

## **Les séances**

Six séances d'une demi-journée sont prévues de janvier à juin 2005, les thèmes proposés pourront éventuellement évoluer. Un séminaire de restitution générale aura lieu à la rentrée 2005.

### **1. Le développement historique et « la dépendance de sentier institutionnelle » de la fourniture des services essentiels, les grands systèmes (14 janvier 2005)**

Dans les pays industrialisés, les réseaux se sont développés dans un contexte technologique, social et institutionnel particulier, conduisant le plus souvent à des systèmes étatiques et centralisés. Quelles ont été les principales étapes de développement des réseaux d'approvisionnement à l'eau et à l'électricité, les éléments moteurs et les choix faits par les pouvoirs publics ? Quels mécanismes de solidarité ont été mis en œuvre ? Quels enseignements retenir en regard des processus en cours dans les PED ?

*Intervenants* : **Dominique Finon** (Cired) et **Bernard Barraqué** (ENPC)

*Discutants* : **Claude Ménard** (université Paris I) et **Jean-Luc Trancart** (Suez Environnement).

### **2. Ruptures technologiques et socio-économiques : l'ère des sous-systèmes (17 février 2005)**

La diversification des technologies disponibles, la fragmentation sociale et géographique des populations des pays en développement, notamment dans les zones urbaines, favorisent la multiplicité des systèmes d'approvisionnement. Cette segmentation économique et technologique soulève plusieurs questions. En analysant l'approvisionnement de l'eau en Inde et celui de l'électricité en Indonésie, nous envisagerons la dynamique d'intégration des modes d'approvisionnement dans une perspective de développement de l'accès aux services. Quels sont les vecteurs légitimant l'action publique dans ce domaine ?

*Intervenants* : **Joël Ruet** (LES-Cerna) et **Denis Rambaud** (IED)

*Discutants* : **Georges Valentis** (Institut de la gestion déléguée) et **Christophe Le Jallé** (Programme Solidarité Eau)

### **3. Collectivités, réseaux et fragmentation urbaine (18 mars 2005)**

Dans un contexte de fragmentation sociale et urbaine, quelles sont les expériences en Europe et dans les pays en développement visant à favoriser l'accès aux services de populations pauvres ? Olivier Coutard présente une analyse croisée des effets sur la fragmentation urbaine des réformes dans la gestion des réseaux d'eau et d'électricité dans des villes du Nord et du Sud. Géraldine Pflieger exposera le cas de l'intégration des réseaux d'eau à Santiago du Chili conduisant à renforcer la ségrégation sociospatiale. Nous discuterons des voies pour restaurer des mécanismes de solidarité sociale et territoriale dans la fourniture des services et des leviers de l'action publique.

*Intervenants* : **Olivier Coutard** (LATTS-ENPC) et **Géraldine Pflieger** (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne)

*Discutants* : **Thierry Paulais** (AFD) et **Christelle Pezon** (Engref-Montpellier)

#### ***4. Modèles techniques, modes de gestion et acteurs : quelles innovations dans la fourniture des services ? (22 avril 2005)***

Pour pallier au manque d'infrastructures, des systèmes techniques et organisationnels très divers se développent selon les acteurs qui en sont à l'origine : systèmes indépendants dans des quartiers aisés, adaptation du niveau et de la qualité de service pour répondre aux besoins de populations pauvres, modes de gestion et de financement innovants à l'initiative des gestionnaires de réseaux ou de communautés locales, etc. Cette dynamique a-t-elle vocation à se renforcer conduisant à des systèmes de plus en plus éclatés ou peut-elle être considérée comme transitoire, étape vers une intégration et une généralisation des réseaux à terme ?

*Intervenants* : **Vincent Denby-Wilkes** (directeur du programme EDF-Access), **Augustin Maria** (Cerna-Ecole des Mines)

*Discutants* : **Dominique Finon** (Cired), **Bernard Poignant** (Veolia environnement)

#### ***5. Modes de gestion, modes de régulation : quel contrat social pour étendre l'accès aux services essentiels ?***

Nous poursuivrons la réflexion sur la place des services essentiels comme vecteurs de cohésion sociale et territoriale dans les diverses villes du sud. Face au désengagement de l'Etat souhaité ou subi, différents modes de gestion et de régulation se sont développés à l'initiative de communautés locales. Dans d'autres contextes, le recours à des opérateurs privés au travers notamment des concessions a été encouragé. Quelles leçons retenir de ces expériences ? Quelle contribution apportent-elles dans la mise en œuvre de politiques urbaines redistributives ?

*Intervenants proposés* : **Sylvy Jaglin** (ENPC), **Henri Coing** (université Paris XII-Créteil)

*Discutant* : **Marie-Hélène Zérah** (IRD)

#### ***6. Les services au quotidien : la réalité de l'Etat dans les pays en développement***

La légitimité et les moyens institutionnels et financiers des Etats sont très variables selon les pays. Après avoir caractérisé les modèles étatiques existants dans les pays en développement, nous analyserons les politiques mises en œuvre en matière d'accès aux services essentiels, leur poids dans les dépenses publiques, les facteurs déterminants pour établir les priorités ?

*Intervenants proposés* : **John Harriss** (LSE) et **Emile le Bris** (IRD)

#### ***7. Dimension économique de la croissance des villes du Sud et du financement des infrastructures***

Des technologies modulaires, la fourniture de services spécifiques, la diversification de leurs modes de fourniture, en d'autres termes, l'articulation de nouveaux systèmes ou de sous-systèmes peut participer à l'expansion ou la réforme des réseaux d'infrastructure. Cependant, cela peut-il être suffisant dans les contextes démographiques et économiques actuels des pays du Sud ? Le financement par les pays

développés est-il dispensable ? Comment modifier l'aide afin de pouvoir financer ou appuyer les nouveaux types de projets plus localisés, diversifiés voire fragmentés qui émergent ?

*Intervenants proposés* : **Jean-Marie Cour** (Ingénieur général des Ponts), **Alain Henry** (AFD)